



CURRICULUM VITAE

Nom / Prénom

Adresse universitaire

Téléphone

Courrier électronique

Etat civil

Fonctions ou postes occupés

Principales activités et responsabilités scientifiques administratives et pédagogiques

Principaux titres et diplômes obtenus

Rapports et jurys Directeur de thèses (en cours)

Vie académique et scientifique

BAUDU Aurélien

Faculté de droit, 1 Place Déliot, 59000 Lille, France

03.20.90.74.88 (Pro.)

aurelien.baudu@univ-lille.fr

24 mars 1980 à Toulouse, nationalité française, marié.

Professeur de droit public à l'Université de Lille

Maitre de conférences en droit public (Univ. Lille, 2010-2018)

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (Univ. Pau, 2007-2010)

Vacataire de l'enseignement supérieur (Univ. Paris 5, 2006-2007)

Assistant parlementaire à l'Assemblée nationale et au Sénat (2004-2007)

Membre de l'axe de recherche « Finances et comptabilité publiques » de l'équipe de recherches en droit public (ERDP) du Centre de Recherches Droits et perspectives du Droit (EA n°4487) ;

Co-directeur du Master 2 Immobilier, Construction, Environnement et Urbanisme, Faculté des sciences juridiques politiques et sociales de Lille 2 ;

Directeur de la Préparation aux concours administratifs et financiers (cat. A) de l'Institut de préparation à l'administration générale (IPAG) de Lille 2 ;

Co-Président de la Section de droit public (Univ. Lille 2, depuis 2016)

Membre de comités de sélection (Univ. Lille 2, 2014).

Chargé d'enseignements à la faculté de droit de l'Université de Lille :

- En droit des finances publiques approfondies (M1 Droit public depuis 2010) ;
- En droit fiscal général (L2) et des procédures fiscales (M2 Droit public depuis 2015) ;
- En droit fiscal et financier de l'environnement (M2 Droit environnement depuis 2011).
- En droit constitutionnel et institutions administratives (L1 Sc. Pol. depuis 2015)

Chargé d'enseignements à l'Institut d'études politiques de Lille :

- En droit des finances publiques et des biens communs (M1 AP depuis 2016) ;
- En droit des finances locales (M1 RPP depuis 2015) ;
- En droit constitutionnel et de la Ve République (CM 1^{ère} année depuis 2011) ;

Qualification aux fonctions de professeur des universités, Conseil national des universités, Section de droit public (2017)

Sous-admissible au premier concours d'agrégation de droit public (2013-2014).

Habilitation à diriger des recherches en droit public soutenue devant un jury composé de MM. les Pr. X. VANDENDRIESSCHE (prés.), L. AYRAULT (rapp.), F. MELIN-SOUCRAMANIEN (rapp.), M. LASCOMBE (rapp.), et V. DUSSART (4 juin 2013, Univ. Lille 2).

Docteur en droit public, mention très honorable, félicitations du jury à l'unanimité (22 nov. 2008, Univ. Toulouse 1). Thèse dirigée par MM. les Pr. V. DUSSART et H. ROUSSILLON et soutenue devant un jury composé de MM. les Pr. J. GICQUEL (prés.), X. VANDENDRIESSCHE (rapp.) et M. J.-P. CAMBY (rapp.) avec pour sujet : « *Contribution à l'étude des pouvoirs budgétaires du Parlement en France. Eclairage historique et perspectives d'évolution* ». Thèse honorée par le jury du Prix de thèse du Sénat 2009 au titre de la Fondation de France (Prix Descours-Desacres), parue chez Dalloz en 2010.

DEA de droit public fondamental (2004, Univ. Toulouse 1)

Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques, (2001, IEP Toulouse).

C. COLAS, *Finances publiques et Environnement* (Allocataire, Lille, depuis 2013) ;

A. LE MOAL, *Le secret en droit public financier français* (Allocataire, Lille, depuis 2015).

E. EMBLANC, *Proportionnalité et impôt, vers une justice fiscale renouvelée* (Alloc., Lille, 2017)

G. COSSU, *Le principe de nécessité de l'impôt en droit français* (Lille, 2018)

C. QUINTIN, *La règle d'équilibre budgétaire, comparaison Europe-Canada*, (Montpellier, 2017, rapporteur. Thèse sous la direction du Pr. Etienne DOUAT)

Secrétaire général adjoint de la *Société française de finances publiques* et membre du conseil d'administration de *l'Institut international des sciences fiscales* ; Responsable de la chronique en droit des procédures fiscales à la *Revue européenne et internationale du droit fiscal*.

Membre de la *Société de législation comparée*, et co-fondateur en son sein de la section de droit public financier comparé (2014).

LISTE DES PUBLICATIONS

• Ouvrages

1. **Contribution à l'étude des pouvoirs budgétaires du Parlement en France**, Dalloz, coll. « Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle », 2010, 681 p.
2. **Droit fiscal**, Lextenso, coll. « Mémento LMD », 7^e éd., sept. 2018, 240 p.
3. **L'essentiel du droit des procédures fiscales**, Lextenso, coll. « Droit expert », 1^e éd., sept. 2018, 170 p.
4. **Droit des finances publiques**, Dalloz, coll. « Hypercours », 2^e éd., 2018, 850 p.
5. **Principes généraux du droit constitutionnel**, (dir.), Lextenso, coll. « Les Annales », 5^e éd., sept. 2018, 105 p.
6. **Les institutions de la Ve République**, (dir.), Lextenso, coll. « Les Annales », 5^e éd., sept. 2018, 105 p.

• Ouvrages collectifs et contributions dans des ouvrages collectifs

7. « **L'exécution de la loi de finances** » et « **Contrôles des finances de l'État** », in A. ROUX, *Finances publiques*, Doc. fr., coll. « Les Notices », 3^e éd., 2011, pp. 91-102 ;
8. « **La QPC devant les juridictions financières** », in E. CARTIER, *La QPC, le procès et ses juges*, Dalloz, coll. « Méthodes du droit », 2013, p. 71 ;
9. « **Les instruments fiscaux et financiers de l'environnement** », in M. GROS, *Leçons de droit de l'environnement*, Ellipses, coll. « Leçons de droit », 2013, pp. 149-175 ;
10. **La règle d'or des finances publiques en Europe : son impact dans les systèmes budgétaires nationaux** (dir. avec M. LASCOMBE), *RGFP*, n^ospécial, 2014, 108 p.
11. « **Pour une fusion absorption du CESE par le Sénat** » in Collectif (dir.), *Mélanges H. ROUSSILLON*, P.U.S.S.T., « Le pouvoir, mythes et réalité », t. 2, 2014, p. 1271 ;
12. « **Espagne** » ; « **Référé fiscal** » ; « **Forfait** » ; « **Evaluation fiscale** » in L. PHILIP, G. ORSONI (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de finances publiques*, Economica, 2017.
13. « **Fiscalité locale** » in V. AUBELLE, C. COURTECUISSÉ, N. KADA et R. PASQUIER (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, éd. Berger-Levrault, 2017, 1000 p. ;
14. « **Le Parlement et les lois financières, la fuite du temps ou le bon usage des deniers publics ?** » in CARTIER E., TOULEMONDE G. (dir.), *Le Parlement et le temps. Approche comparée*. Institut Universitaire Varenne, LGDJ, vol. 48, 2017, p. 87.
15. « **L'influence du droit de l'UE sur les pouvoirs budgétaires des Parlements nationaux. Esquisse d'une approche juridique comparée (Allemagne, Espagne, France, Italie)** » in Collectif (dir.), *Mélanges en l'honneur du Doyen Gilbert ORSONI*, PUAM, 2018, pp. 43-60.
16. **La conduite du changement climatique, entre contraintes et incitations**, (dir. avec J. SENECHAL), LGDJ, coll. « Systèmes », 2018, 180 p.
17. « **L'exception législative financière française** » in D. CHAGNOLLAUD, B. MONTAY (dir.), *60^e anniversaire de la Constitution de 1958*, Dalloz, 2018.
18. « **La rénovation du droit d'amendement parlementaire en matière budgétaire, une réforme inutile** » in Collectif (dir.), *Mélanges en l'honneur du Doyen Michel LASCOMBE*, Dalloz, 2019, à paraître.
19. **Le financement public des Parlements en Europe, une autonomie financière en débat(s)**, (dir. avec M. LASCOMBE), *RGFP*, n^o5, 2018.

• Publications dans des revues scientifiques à comité de lecture

20. « **La Charte de l'Environnement, au secours de la fiscalité écologique ?** », *RJE*, n^o2-2008, pp. 157-174.
21. « **La situation matérielle des anciens députés et des sénateurs, un « privilège » parlementaire ?** », *RFDC*, n^o80, 2009, pp. 697-723.
22. « **La restauration des pouvoirs financiers du Parlement en France : mythe ou réalité ?** », *Politeia*, n^o16, Déc. 2009, pp. 437-446.
23. « **Vers une saisine obligatoire du Conseil constitutionnel sur les lois de finances et les LFSS ?** », *RGFP*, n^o3-4, 2010, pp. 208-215.
24. « **L'incertaine renaissance parlementaire en matière budgétaire et financière** », *RDJ*, n^o5, 2010, pp. 1423-1450.
25. « **L'évaluation parlementaire, problème ou solution ?** », *Revue française de finances publiques (RFFP)*, n^o113, février 2011, pp. 131-157.
26. « **La réforme des régimes de pensions des anciens députés et sénateurs, la fin d'un privilège parlementaire ?** », *Droit social*, n^o7/8, 2011, pp. 834-843.
27. « **QPC et contrôle des actes internes du Parlement : un déni de justice conforme à la Constitution** », *Constitutions*, n^o 3, juillet 2011, p. 306 ;
28. « **Étude juridique de l'imposition des profits liés à la guerre en France (1915-1955)** », *RGFP*, 2012, n^o4, avril 2012, p. 69 et s.
29. « **La regla de oro de las finanzas públicas: ¿ una tragicomedia a la francesa ?** », *Revista Cuadernos de derecho publico*, n^o38, sept. 2012, pp. 177-200.
30. « **L'IRFM des députés et des sénateurs : manne financière scandaleuse ou indemnité parlementaire justifiée ?** », *RFFP*, n^o123, 2013, p. 169
31. « **Le cumul d'indemnités et de pensions des parlementaires, à quand son "abolition" ?** », *Petites affiches*, 31 juillet 2014, n^o152, p. 49
32. « **L'émergence graduelle d'un principe de stabilité budgétaire en Espagne** », *RFFP*, n^o131, 2015, p. 135.
33. « **Les politiques fiscales en Espagne** », *RFFP*, n^o132, 2015, p. 249.
34. « **Le verdissement de la fiscalité française : une voie sans issue ?** », *Revue européenne et internationale de droit fiscal (REIDF)*, n^o2015/4, 2016, p. 518.
35. « **Les incitations fiscales et financières de la loi relative à la transition énergétique : des contours flous sans cadrage financier** », *RGFP*, n^o2/2016, p. 67.
36. « **Compte rendu d'ouvrage sur les Finances publiques citoyennes** », *RFFP*, n^o141, 2018, p. 305 et s.
37. « **Chronique législative et administrative annuelle en droit des procédures fiscales** », in *Chronique en droit des procédures fiscales* (dir.), *Revue européenne et internationale de droit fiscal (REIDF)*, n^o01-2018, p. 137 et s.
38. « **Règlementer ou mutualiser la dette publique ?** », *RGFP*, n^o02-2018, p. 13

• **Communications suivies de publications dans des actes de colloques**

39. « **La rénovation des pouvoirs budgétaires du Parlement par le renforcement de l'efficacité du contrôle parlementaire** », in Actes de la journée d'études de l'AFDC « Réflexions autour des propositions du Comité Balladur », 5 mai 2008, (dir. H. ROUSSILLON, S. MOUTON ; prés. B. MATHIEU et G. CARCASSONNE), P.U.S.S.T., 2009.
40. « **Le Parlement-juge, approche historique et contemporaine** », in Actes de la journée d'études décentralisée de l'AFDC « Justice et Démocratie, matière à Constitution ? », 2 oct. 2009, (dir. X. BIOY) L'Harmattan, 2010, p. 77-120
41. « **Le système public espagnol de santé : fédéralisme ou décentralisation ?** », in Actes du colloque SFFP et AFDM « Finances publiques et santé » (dir. R. PELLET), 1^{er} et 2 avril 2011, Univ. Lille 2, 2011, Dalloz, « Thèmes et commentaires », pp. 215-231.
42. « **La fiscalité environnementale est-elle une fiscalité de rendement, d'incitation ou de dissuasion ?** », in Actes du colloque SFFP et ENA (dir. R. HERTZOG) « Crise et ressources publiques », novembre 2011, Strasbourg, paru à la *Revue française d'administration publique* (RFAP), n° 144, « Les ressources publiques », 4/2012, pp. 981-993.
43. « **Le droit d'amendement des parlementaires espagnols : quelle frontière entre décision et contrôle budgétaire ?** », in Actes du colloque SFFP, 13 et 14 oct. 2011, Univ. Rennes, « La décision financière et budgétaire publique (dir. C. DELON-DESMOULIN), paru à la LGDJ, coll. Systèmes, 2013, pp. 157-164.
44. « **La règle d'or des finances publiques en Espagne** » in Actes du symposium SFFP/SLC « *La règle d'or des finances publiques en Europe : son impact dans les systèmes budgétaires nationaux* (dir. avec M. LASCOMBE), *Revue gestion et finances publiques*, numéro spécial, 2014, 108 p.
45. « **Bicamérisme et contrôle budgétaire : redondance ou complémentarité entre les deux chambres ?** » (avec P. TÜRK) in Actes du colloque intitulé « *Le bicamérisme à la française, un enjeu pour la démocratie* », GEVIPAR, coll. « Les actes des colloques institutionnels du Sénat », 2014, p. 70
46. « **Les incitations fiscales et financières en matière de conduite du changement climatique** » in Actes du colloque MESH à l'Université Lille 2 (dir. avec J. SENECHAL), *La conduite du changement climatique*, LGDJ, 2018, à paraître.
47. « **Quels risques pour les collectivités territoriales en matière fiscale ?** » in Actes du colloque national AFAC à l'Université Lille 2 (dir. M. CLIQUENNOIS), *Quels risques, quelles responsabilités pour les collectivités territoriales ?*, 2018, à paraître.
48. « **Règlementer ou mutualiser** » in Actes du colloque du M2 Finances publiques et fiscalité des particuliers, Université de Lille, 20 octobre 2017 (dir. S. DAMAREY, M. CARON), *Quelles solutions pour résoudre le problème de la dette publique ?*, RGFP, 2018.